

Mme Joan E. DONOGHUE, présidente

(juge à dater du 9 septembre 2010; réélue à dater du 6 février 2015 ; présidente de la Cour à dater du 8 février 2021)

Née à Yonkers, Etat de New-York, Etats-Unis d'Amérique, le 12 décembre 1956.

Fonctions antérieures dans le domaine du droit international :

Département d'Etat des Etats-Unis, 2007-2010 : *Conseiller juridique adjoint (Principal Deputy Legal Adviser* : avocat principal du Département d'Etat) (Conseiller juridique par intérim (*Acting Legal Adviser*) de janvier à juin 2009) ; consultée par la secrétaire d'Etat Clinton et le président Obama sur tous les aspects du droit international ; auteur de plusieurs avis juridiques sur le développement, l'interprétation et l'application du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme ; chargée de la rédaction de l'argumentation des Etats-Unis dans la procédure consultative sur la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo* (Cour internationale de Justice) ; auteur de plusieurs avis juridiques sur la rédaction, la négociation et l'application des résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies ; chargée de superviser les travaux juridiques dans les domaines du droit de la mer, de l'Antarctique, de l'Arctique, de la pêche et de l'environnement ; chargée de superviser la représentation des Etats-Unis devant le Tribunal des différends irano-américains ainsi que dans les arbitrages entre investisseurs et Etats dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ; chef de délégation lors des négociations bilatérales sur les contentieux avec l'Iraq ; avis juridiques et dépositions devant le Congrès au sujet de l'accord de sécurité et de l'accord sur un cadre stratégique entre les Etats-Unis et l'Iraq de 2008 ; chargée de l'application des décrets pris par le président Obama sur les détentions et les interrogatoires à Guantánamo ; chargée de superviser le processus de ratification des traités, notamment en ce qui concerne les dépositions faites par le Département d'Etat devant le Sénat en vue d'obtenir l'approbation de celui-ci ; représentante des Etats-Unis au dialogue juridique avec l'Union européenne ; observateur auprès du Comité des conseillers juridiques sur le droit international public du Conseil de l'Europe.

Faculté de droit de l'Université George Washington (2005) : *Professeur associé* de droit international public.

Département d'Etat des Etats-Unis (2000-2001) : *Conseiller juridique adjoint (Deputy Legal Adviser)* : supervision de la coopération bilatérale en matière d'application des lois ; supervision des questions économiques internationales, notamment pour ce qui concerne le droit international des investissements et les sanctions économiques.

1994-1999 : *Conseiller juridique adjoint pour les affaires économiques et commerciales* : conseiller juridique pour la négociation de protocoles d'entente avec la Communauté européenne dans le domaine des sanctions économiques américaines et des conflits de compétence ; règlement du contentieux s'agissant des sanctions au niveau infra-fédéral ; chargée de superviser, en qualité de conseiller juridique, les négociations sur les investissements (négociations bilatérales et dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)) ; auteur d'avis juridiques relatifs à la convention de l'OCDE contre la corruption ; formulation de la position américaine dans des affaires opposant des investisseurs à des Etats dans le cadre de l'ALENA ; conseiller juridique pour les négociations bilatérales en matière de transport aérien.

1993-1994 : *Conseiller juridique adjoint pour les affaires africaines* : rédaction d'avis juridiques sur la transition vers la démocratie en Afrique du Sud et collaboration avec le Congrès aux fins de la révision de la loi fédérale ; avis relatif à la création du Tribunal pénal international pour le Rwanda ; avis sur la reconnaissance et la succession d'Etats.

Membre du Council on Foreign Relations International Affairs et *professeur invité* à la faculté de droit à l'Université de Californie, Berkeley (Boat Hall) (1992) : recherches et articles sur le droit international de l'environnement et le droit international des immunités ; cours sur le droit des affaires étrangères des Etats-Unis et le droit international de l'environnement.

Collège des affaires étrangères de l'Université de Georgetown (1991) : *Professeur associé*.

Département d'Etat des Etats-Unis (1989-1991) : *Conseiller juridique adjoint pour les océans, l'environnement et la science* : conseiller juridique pour la négociation de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ; conseiller juridique pour la négociation du protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées à la convention de Carthagène pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes ; conseiller juridique à la réunion des parties consultatives au traité sur l'Antarctique ; formulation de positions lors du règlement de différends dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ; présentation au Sénat de l'argumentation relative au traité relatif à la délimitation des frontières maritimes entre les Etats-Unis et la Fédération de Russie ; représentante auprès de groupes d'experts juridiques sur la responsabilité en matière de préjudice causé à l'environnement ; chef de délégation et conseiller juridique lors des négociations sur la pêche.

1986-1989 : *Directrice du bureau du droit diplomatique et du contentieux* : chef du bureau chargé des questions d'immunité des Etats, des chefs d'Etat, des diplomates et des missions spéciales (rédaction de textes législatifs et de dépositions devant le Congrès ; participation au règlement de contentieux et à la négociation d'accords internationaux).

1986 : *Avocate au bureau de la police et du renseignement* : négociation d'accords en matière d'extradition et d'entraide judiciaire ; avis juridiques sur les aspects internationaux de la lutte contre les stupéfiants.

1984-1986 : *Avocate au bureau des affaires interaméricaines* : membre de l'équipe juridique américaine en l'affaire *Nicaragua c. Etats-Unis* (Cour internationale de Justice) ; négociations sur les mouvements migratoires entre les Etats-Unis et Cuba ; avis juridiques sur l'application du traité du canal de Panama.

Autre expérience professionnelle : Freddie Mac, *chef des services juridiques et secrétaire générale* (2003-2005) et *chef adjointe des services juridiques, chargée des affaires législatives et réglementaires* (2001-2003). Département du trésor des Etats-Unis (1999-2000), *chef adjointe des services juridiques*. Covington & Burling, Washington (1981-1984) : règlement des contentieux portés devant les tribunaux fédéraux ainsi que des contentieux administratifs.

Formation : Doctorat en droit de la faculté de droit de l'Université de Californie, Berkeley (Boalt Hall), 1981 ; Licence d'études russes de l'Université de Californie, Santa Cruz, obtenue avec mention ; licence de biologie, obtenue avec mention, 1978.

The Role of the World Court Today, *Georgia L. Rev.*, vol. 47, p. 181, 2012 ; Book Review, a common law of international adjudication, *Chester Brown, Am. J. Int. L.*, vol. 105, p. 612, 2011 ; *The public face of private international law: prospects for a convention on foreign state immunity*, *Law and Contemporary Problems*, vol. 57, p. 305, 1994 ; *International law and policy-making about global change*, dans *The Ecological and Social Dimensions of Global Change* (David D. Caron, Terry Chapin, Joan Donoghue, Mary Firestone, John Harte and Lisa Well, éd., Institute of International Studies, University of California at Berkeley, 1994) ; recension de *The International Politics of the Environment*, Andrew Hurrell et Benedict Kingsbury, *American Journal of International Law*, vol. 88, p. 411, 1994 ; *EC participation in the protection of the marine environment*, *Marine Policy*, vol. 17, p. 515, 1993 ; *Taking the «sovereign» out of the foreign sovereign immunities act : a functional approach to the commercial activities exception*, *Yale Journal of International Law*, vol. 17, p. 489, 1992 ; *The trade provisions of international environmental agreements : can they be reconciled with the GATT ?*, *American Society of International Law Proceedings*, vol. 86, p. 233, 1992 ; *Perpetual immunity for foreign diplomats ? A response to the «Abisinito Affair : a restrictive theory of diplomatic immunity ?»*, *Columbia Journal of Transnational Law*, vol. 27, p. 615, 1989.

Sélection de distinctions honorifiques et d'activités : Professeur, formation régionale de l'ONU, Addis-Abeba, 2013 et bibliothèque audiovisuelle de l'ONU, 2012 ; conseillère, American Society of International Law, depuis 2011 ; conseillère auprès de l'American Law Institute pour le projet «Restatement Fourth of the Foreign Relations Law of the United States», depuis 2012 ; Secretary of State Distinguished Honor Award (2009) ; Presidential Rank Award (services méritoires dans la haute fonction publique) (2009) ; Younger Federal Lawyer (attribué par le barreau fédéral américain) (1988) ; membre du barreau du District de Columbia.
